
17. Colloque de l'ICOMOS sur les "ensembles historiques traditionnels"

Cracovie, 15-18 octobre 1980

Les conclusions de ce colloque, présentées par M. Michel Parent, paraissant dignes du plus grand intérêt, nous vous les présentons dans leur intégralité:

Travaux antérieurs

1. Les participants au colloque de l'ICOMOS réunis à Cracovie et dans le sud de la Pologne du 15 au 18 octobre 1980, à l'issue de la célébration du XVe anniversaire de l'institution, ont pris acte des travaux et résolutions des nombreuses rencontres internationales qui, depuis la création de l'ICOMOS et la rédaction de la Charte de Venise relative aux monuments historiques, ont contribué à faire évoluer le concept de patrimoine architectural en y incluant les notions de sauvegarde, restauration, aménagement, utilisation et mise en valeur des *ensembles historiques ou traditionnels*, (quartiers de ville, villes ou villages), considérés au sein de l'environnement global culturel et naturel.

Recommandation de Varsovie Nairobi

2. Ils ont constaté que la Recommandation de l'UNESCO élaborée à Varsovie, du 9 au 16 février 1976 par

un Comité Spécial d'experts gouvernementaux et adoptée à Nairobi le 26 novembre 1976 par la 19e Conférence Générale de l'UNESCO (et dite ci-dessous Recommandation de Varsovie-Nairobi), a défini autant et aussi bien qu'il leur paraisse possible, à la fois dans le détail et dans leur plus grande généralité, les finalités et les voies et moyens propres à sauvegarder les ensembles historiques ou traditionnels, et à résoudre les problèmes qu'ils posent simultanément du point de vue culturel et du point de vue socio-économique.

Ils considèrent donc qu'il n'est nullement nécessaire, ni même souhaitable de développer cette Recommandation ou de lui substituer des textes nouveaux, mais qu'il convient, au contraire, que soit rappelé le caractère officiel de cette Recommandation et la nécessité de son application dans les pays membres de l'UNESCO. Ils demandent que les instances qualifiées de ces pays fassent un effort de traduction éventuelle et de définition et de diffusion de cette Recommandation et du rapport qui la commente, et que ces pays fassent, comme il est prévu, rapport à l'UNESCO de son application, ainsi que des difficultés que cette application soulève; enfin que ces

pays s'efforcent d'une manière générale d'en appliquer l'esprit, au besoin en créant des législations, des règlements et des structures appropriées, au besoin en modifiant les dispositions législatives et réglementaires qui y font obstacle.

Ils souhaitent également que cette Recommandation soit diffusée par les moyens propres de l'ICOMOS et de ses sections nationales dans les pays, notamment où la législation, la réglementation et les usages font partiellement ou totalement défaut dans le domaine concerné; qu'enfin les pays non-membres de l'UNESCO soient également informés.

3. Les participants se félicitent des progrès obtenus à ce sujet dans de nombreux pays, ainsi qu'en ont témoigné nombre de rapports présentés à ce colloque. Ils notent en particulier que l'opinion publique elle-même a opéré dans de nombreux pays un renversement spectaculaire de ses tendances dans un sens depuis longtemps préconisé par l'ICOMOS.

Ecart entre l'idée et le fait

4. Les participants observent toutefois que, malgré cette sensibilisation progressive de l'opinion, la politique préconisée par la Recommandation de Varsovie-Nairobi ne se traduit pas toujours dans les faits. Ainsi, des destructions globales des tissus urbains historiques ou traditionnels s'opèrent-elles encore actuellement dans de nombreux pays ou ont place dans des projets éventuels d'aménagement, tandis que d'autres ensembles historiques ou traditionnels dépérissent faute d'entretien, de réanimation, de réalisation de plans de sauvetage et d'intégration de ces plans dans l'amé-

nagement et dans la planification urbaine.

Quant aux ensembles ruraux, ils subissent aussi les effets de certains phénomènes socio-économiques sans que leur valeur patrimoniale soit toujours prise en compte par la planification globale.

5. C'est pourquoi, les participants au présent colloque souhaitent que soient détectés, analysés et surmontés les blocages qui font encore, dans certains pays, obstacle à l'application de la Recommandation de Varsovie-Nairobi et à la concertation concrète permettant de sauvegarder les valeurs culturelles des ensembles historiques ou traditionnels.

L'information réciproque, la formation pluridisciplinaire

6. Ils observent que, souvent, ces blocages tiennent à une insuffisance d'information mutuelle. Ainsi les finalités culturelles et les finalités socio-économiques sont-elles mises en opposition, alors que la claire définition d'une politique sociale de l'habitat devrait d'elle-même contribuer à assurer aux hommes le respect d'une identité culturelle à laquelle ils sont par ailleurs si foncièrement attachés, et dont témoigne leur architecture urbaine et rurale. Il est certain que cette information doit se développer dans les deux sens, et qu'il appartient aux responsables du patrimoine de formuler des exigences et d'approfondir des recherches qui puissent constituer des réponses socialement fondées, à l'alternative de l'abandon ou de la destruction de l'habitat historique ou traditionnel, de manière à convaincre les décideurs de la légitimité de leur choix.

De même, il est particulièrement

nécessaire qu'urbanistes, architectes, paysagistes, aménageurs, planificateurs et toutes instances prenant l'initiative d'études et de recherches ou appelés à prendre des décisions, informent les responsables de la sauvegarde du patrimoine de leurs objectifs, et intègrent les critères culturels dans la définition même de ces objectifs et dans les moyens de les atteindre.

Aspect socio-économique

7. Les participants au colloque observent que dans certains cas, sans aucun doute, la pauvreté, les mutations et migrations démographiques, les effets des catastrophes naturelles ou des conflits peuvent constituer des causes directes de la dégradation de l'habitat historique ou traditionnel. Mais cette dégradation est aussi bien souvent la rançon du développement tant par les effets des pollutions physiques que de certaines mutations économiques ou psycho-sociologiques. Or la moins dispendieuse des solutions au problème du logement des populations humaines n'est pas, forcément, contrairement à une idée répandue, la conformité automatique et irréfléchie à des modèles et à des techniques de construction exogènes et uniformes reproduites à l'échelle universelle. Au contraire, la recherche du moindre coût peut souvent passer par l'usage de matériaux et de techniques diversifiées, mis en œuvre localement, grâce à une bonne connaissance des structures et des matériaux traditionnels logiquement utilisés.

Or il apparaît que la dégradation de la transmission des savoir-faire et des connaissances est parfois à l'origine de la substitution de cet habitat indifférencié à l'habitat historique ou tradi-

tionnel.

Il s'agit donc là notamment d'un problème de formation, de réapprentissage de professionnels, des usagers eux-mêmes, qui étaient parfois capables de participer à la mise en œuvre des éléments constitutifs de leur habitat traditionnel.

Mais il s'agit plus encore et plus généralement pour eux de tirer le meilleur parti des spécificités de cet habitat: ainsi s'agit-il également de réaffirmer et de convaincre les usagers que l'habitat, quel qu'il soit, doit être entretenu et qu'à ce prix, il peut être durable. Alors il peut être établi que l'entretien d'un habitat traditionnel constituera une procédure effectivement plus économique que le recours illusoire à des modèles de construction sommaires et indifférenciés que l'adaptation aux conditions locales de climat et de culture dégradent rapidement et irréversiblement.

La recherche des procédés diversifiés et d'un langage approprié

8. Les participants au colloque de Cracovie observent que les ensembles historiques ou traditionnels sont d'une diversité structurelle et matérielle qui reflète la spécificité de chaque civilisation à la fois sur le plan socio-économique et sur le plan culturel et symbolique, de telle sorte qu'en face de l'évolution des sociétés contemporaines des procédures et des moyens d'action eux-mêmes diversifiés doivent être employés pour réintégrer ces habitats dans la vie, selon les différentes régions du monde et face à ce problème général de la dégradation de l'habitat historique ou traditionnel. Ils observent à ce sujet que depuis l'adoption de la Recommandation de

Varsovie-Nairobi, le contexte de la vie culturelle du monde et la problématique socio-économique contribuent à faire de la revalorisation de l'habitat traditionnel un recours de plus en plus approprié à la situation générale: situation nouvelle où la gestion de l'acquis, la lutte contre le gaspillage, la pratique plus grande des technologies douces et les moins polluantes, l'économie de l'énergie constituent des exigences universelles de survie.

Or, là même où les populations revendiquent fermement la reconnaissance et assument l'épanouissement de leurs spécificités culturelles dans tous les domaines, il se trouve bien souvent que l'habitat traditionnel porteur de ces valeurs spécifiques continue à se dégrader ou à être volontairement détruit, et que l'habitat qui lui est substitué ampute les populations d'une part notable de leur qualité de vie. D'où l'importance d'une action, et du choix à la fois difficile et nécessaire des messages propres à toucher dans ce domaine, en l'appropriant à chaque culture et à chaque cas concret, à la fois les organes de gestion et de décision et les professionnels mais aussi les populations et les médias.

Aussi les moyens à mettre en œuvre dans des contextes de régimes socio-économiques différents, de tradition culturelle avant tout orale ou avant tout écrite, de prévalences de pratique associative ou de pratique réglementaire, de mentalités issues d'une longue tradition urbaine ou mentalité de pionniers, sont nécessairement différents et appropriés au génie de chaque culture.

Cependant, ils doivent tous contribuer à résoudre un problème d'ampleur universelle, où l'expérience de chacun

sert à tous, et où finalement les solutions multiples passent toujours par la nécessité de faire coopérer l'aménagement et la conservation, l'urbaniste et le restaurateur, le pouvoir et l'usager, et à intégrer mutuellement finalité culturelle et finalité socio-économique.

La tâche de l'ICOMOS

9. Les participants au colloque de Cracovie estiment qu'en ce qui concerne plus particulièrement l'ICOMOS, il est souhaitable que l'organisation approfondisse ses études concernant précisément la diversité de ces situations, et la nature des messages et des interventions, coopère particulièrement avec les autres organisations non gouvernementales (ONG) concernées, et en particulier, l'ISOCARP et l'UIA, se situe comme un lieu de dialogue privilégié entre tous les professionnels concernés, tant historiens, anthropologues, archéologues, qu'architectes et conservateurs, que sociologues et psychologues et urbanistes aménageurs, élus locaux et associations d'usagers. Qu'enfin l'ICOMOS mène à terme ses travaux relatifs à la possibilité d'intégrer le problème spécifique des ensembles historiques ou traditionnels dans sa Charte.

Eviter les malentendus

10. Enfin, d'une part, les participants au colloque de Cracovie considèrent que cet appel en faveur de la Recommandation de Varsovie-Nairobi (en faveur d'une meilleure stratégie propre à favoriser une politique de sauvegarde concertée des ensembles historiques ou traditionnels), ne doit en rien laisser supposer qu'il puisse être interprété comme un renoncement aux strictes

exigences scientifiques explicitées dans la Charte de Venise à l'égard de la politique de conservation et de restauration des Monuments Historiques eux-mêmes.

Et, d'autre part, les participants au colloque de Cracovie soulignent que cet appel ne saurait non plus apparaître comme une expression de nostalgie à l'égard de temps révolus, et soit imprégné du vain désir d'y retourner. Les évolutions et mutations de la vie contemporaine sont des faits, les exigences des populations quant aux besoins de salubrité, d'espaces de logements suffisants et d'équipements publics sont des finalités qui ont leur signification culturelle propre, comme inversement la vie culturelle est une dimension de la vie sociale. L'architecture, l'urbanisme et la planification urbaine modernes sont des recherches et des techniques propres à maîtriser certains immenses problèmes de notre temps: ces problèmes sont présents dans les préoccupations des participants au colloque de Cracovie, et ceux-ci entendent que l'avenir des ensembles historiques ou traditionnels soit au sein des solutions de ces problèmes et soit atteint dans l'intérêt même des populations concernées.

Enfin, il est clair que la recherche scientifique, l'amélioration par l'innovation des technologies traditionnelles elles-mêmes peuvent contribuer à donner aux ensembles historiques ou traditionnels et à l'habitat en général un avenir plus heureux qu'une époque toute récente paraissait sur le point de leur refuser dans le monde entier.